

Tribune libre

Déclaration du représentant de la tendance « Front Unique » de la FSU lors du Conseil National de cette fédération syndicale, le 21 septembre.

Qui est responsable ?

(Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire)

Supplément à CPS - 21 septembre 2010

Il faut dire la vérité : les travailleurs de ce pays sont en passe de subir une défaite sévère. Le projet de loi Sarkozy-Fillon-Worth adopté le 15 septembre par les députés signifie une profonde détérioration des conditions d'existence des salariés et des retraités, et notamment des fonctionnaires dont il met en place la baisse des salaires. Ce vote encourage aussi le gouvernement à aller encore plus loin, notamment dans le domaine de l'assurance-maladie, ce qu'indiquent les nouvelles annonces de déremboursement, mais aussi de flicage accru des arrêts maladie des fonctionnaires.

Et pourtant, ce gouvernement est haï dans tout le pays, tant le caractère réactionnaire de sa politique et sa corruption manifeste dégagent des relents insupportables. On en est à tel point que Sarkozy est vilipendé par la planète entière... sauf par l'intersyndicale dont Woerth, pris la main dans le sac ou dans l'enveloppe, saluait encore à la rentrée « l'élégance ». Et il est en effet saisissant d'entendre à notre Conseil National la secrétaire générale de notre fédération ne rien trouver de mieux à faire que de « *s'inquiéter* » (sic !) du « *discrédit jeté sur les politiques* » par l'affaire Woerth-Bettencourt !

Et pourtant, les travailleurs veulent, c'est clair et net, le retrait pur et simple du projet de loi Sarkozy sur les retraites, ils aspirent dans leur immense majorité à en finir avec cette politique, avec ce gouvernement.

Alors, qui est responsable de cette situation ?

Serait-ce que les travailleurs ne sont pas encore assez nombreux aux journées baptisées par dérision « journées d'action » ? Ou alors serait-ce qu'ils ne « reconduisent » pas d'eux-mêmes de telles journées dont il est parfaitement clair qu'elles ne représentent aucune menace pour Sarkozy et sa bande ? C'est le contraire qui est vrai. Les responsables d'une telle situation, ce sont les appareils syndicaux, de la CGT, de FO et de la FSU, acoquinés au sein de l'intersyndicale aux sbires de Sarkozy tels Chérèque.

Il suffit de reprendre les faits. Le 2 septembre, Bernard Thibault rassure l'interviewer du journal du grand capital *Les Echos* qui s'inquiète de ce que le 7 septembre tourne à la manifestation « anti-Sarkozy » : « *ce n'est ni l'objet, ni le message* » ! Mais comment faire ravalé à ce dernier son projet de loi, cette « mère de toutes les réformes » (Fillon) sans l'affronter, sans chercher à lui infliger une défaite cinglante ?

Au sein de « l'intersyndicale » menée par Thibault et Chérèque, **le mot d'ordre de retrait du projet a été rejeté.** Pourquoi ? Parce que cette exigence porte en elle la nécessité d'affronter le gouvernement. Et c'est précisément ce dont aucune direction syndicale ne veut entendre parler, même quand elles marmonnent dans leur coin le mot de « retrait » pour donner le change.

Pourtant, après le 7 septembre, une possibilité existait : aller interdire, en masse, le vote de ce projet, par la force d'une manifestation centrale et nationale devant l'Assemblée UMP.

Cette proposition d'une manifestation centrale à l'Assemblée pour le retrait du projet, nous, Front Unique, l'avons soumise au vote du Bureau National de la FSU le 8 au matin.

Toutes les autres tendances, qui représentent en réalité tous les courants organisés issus du mouvement ouvrier, s'y sont opposés, ou l'ont refusée ! Une voix pour, celle de Front Unique !

Du coup, le 8 l'intersyndicale a accouché d'un texte qui était un ultime feu vert au gouvernement : elle lui indiquait nettement que le 15, les députés pourraient voter tranquilles, sans être menacés. Comble de cynisme, l'intersyndicale (et la direction FO faisait de même de son côté) appelait à je cite « *interpeller les députés dans les circonscriptions* » le 15, alors que les députés siégeaient ce jour là à Paris !

Quant aux suppliques aux parlementaires, dignes de « gentils citoyens », de « bons démocrates », s'étalant dans la presse *via* une lettre commune des membres de l'intersyndicale, les députés UMP y ont apporté une réponse nette en aggravant encore le projet de loi, notamment en soumettant totalement la médecine du travail au bon vouloir du patronat.

Et maintenant on nous propose d'effectuer la même démarche auprès des Sénateurs ?! C'est vraiment se moquer du monde !

Il faut dire ce qui est : c'est une trahison, dont 'l'intersyndicale' est le centre organisateur, à laquelle les travailleurs sont aujourd'hui confrontés.

Elle vient de loin. D'abord ce fut l'affirmation en chœur des directions syndicales qu'il fallait une « réforme » pour faire face aux « *problèmes de financement* ». Mais avez-vous lu la presse cette semaine ? Qu'y trouve-t-on ? Un chèque de 800 millions de l'Etat pour Dassault comme compensation pour l'échec commercial du Rafale, un autre de 500 millions à Vivendi au titre d'un régime fiscal dérogatoire établi par Sarkozy en 2004, un chèque supérieur à 200 millions pour Tapie... Les voleurs agissent au grand jour. Parler de « réforme » des retraites, c'est légitimer leurs larcins, légitimer le détournement de fonds permanent qui vide les caisses !

Puis il y a eu la négociation d'un calendrier partagé avec Sarkozy, à l'Élysée.

Puis la participation à d'incessantes concertations avec ce gouvernement de corrompus, de xénophobes, un « dialogue social » incessant dont les « journées d'action » n'ont été que des instruments, sans parler des ces grèves véritablement préventives convoquées au printemps dans les transports ou le 6 septembre dans l'enseignement. **De bout en bout les travailleurs ont été ligotés et livrés pieds et poings liés au nom de ces « véritables négociations » qui sont l'affirmation de la recherche d'un accord avec Sarkozy.**

Quelle est la racine de cette politique aux résultats désastreux pour la classe ouvrière et tous les exploités ? Il faut le rappeler : c'est la crise du capitalisme qui a amené le gouvernement à précipiter cette « réforme », pour en faire peser le poids sur les travailleurs. C'est aussi la crise qui a précipité la formation de cette pseudo « intersyndicale » de la capitulation. Et, il faut le rappeler, cette « intersyndicale » se plaçait totalement dans le cadre des « *lois du marché* », du capitalisme. Et n'avait comme « exigence » - car elle n'a jamais avancé une seule revendication - que « *le dialogue social* ».

Mais les « lois du marché », on le voit partout en Europe, elles signifient aujourd'hui la casse de tout ce qui demeure en matière d'acquis collectifs ! Ce capitalisme nécrosé, en crise, voue des millions de jeunes à l'angoisse du chômage, entraîne l'humanité dans la barbarie, c'est la racine du mal auquel partout se résignent ouvertement les dirigeants syndicaux.

Et le « dialogue social », tout le montre, c'est l'accompagnement par les sommets syndicaux des contre-réformes qui pleuvent d'un bout à l'autre du Continent. Le tout sous les applaudissements des capitalistes: voici qu'Alain Minc, conseiller de Sarkozy, félicite sur LCI les dirigeants syndicaux pour être « *admirablement responsables* » et qu'ils évitent « l'affrontement » ! Quelle honte ce devrait être pour d'authentiques dirigeants syndicaux que de tels éloges !

Alors les travailleurs doivent tirer d'urgence les leçons d'une telle situation. Ils ont et auront à s'organiser pour imposer, sur le cadavre de « l'intersyndicale » des garde du corps de Sarkozy, la constitution d'un véritable front uni des organisations syndicales issues du mouvement ouvrier, pour le retrait des « réformes » Sarkozy, ce qui implique la rupture avec le « dialogue social ». Il s'agit de se réapproprier les syndicats qui appartiennent aux travailleurs, de s'armer pour ne plus être ligotés, ballottés, être les jouets des combines de sommet. C'est possible. C'est nécessaire pour en finir avec ce gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy. C'est ce à quoi nous appelons.